

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

## **L'analyse « Perspectives pour les transitions énergétiques mondiales » de l'IRENA réécrit le scénario énergétique pour un monde à zéro émission nette**

*Une transformation des investissements, des marchés des capitaux et des politiques est proposée pour créer plus de 122 millions d'emplois dans le secteur de l'énergie d'ici 2050, grâce à la transition énergétique*

**Abu Dhabi, Émirats Arabes Unis, 30 juin 2021** – Selon une nouvelle analyse de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA), au cours de la prochaine décennie, l'accélération des transitions énergétiques sur la voie de la sécurité climatique peut faire croître l'économie mondiale de 2,4 % par rapport aux données prévues dans les plans actuels. La « voie 1,5 °C » tracée par l'Agence prévoit la création de 122 millions d'emplois liés à l'énergie à l'horizon 2050, soit plus du double des 58 millions actuels. Les énergies renouvelables à elles seules représenteront plus d'un tiers de tous les emplois dans le secteur de l'énergie, soit quelque 43 millions de personnes dans le monde, soutenant ainsi la reprise post-COVID et la croissance économique à long terme.

L'analyse « Perspectives pour les transitions énergétiques mondiales » de l'IRENA estime que les systèmes énergétiques basés sur les énergies renouvelables sont à l'origine de profonds changements qui se répercuteront sur les économies et les sociétés. De profonds ajustements des flux de capitaux et une réorientation des investissements sont nécessaires pour aligner l'énergie sur une trajectoire économique et environnementale positive. Des politiques tournées vers l'avenir peuvent accélérer la transition énergétique, en atténuer les incertitudes et en optimiser les bénéfices. Les investissements annuels moyens de 4,4 milliards USD qui seront nécessaires sont certes élevés, mais ils sont réalisables, dans la mesure où ils représentent environ 5 % du PIB mondial en 2019.

« Ces perspectives constituent un ensemble d'outils concrets et pratiques permettant de réorienter l'ensemble du système énergétique mondial, et de réinventer un narratif positif pour l'énergie à mesure que le secteur fait l'objet d'une transition dynamique », a déclaré Francesco La Camera, directeur général de l'IRENA. « Il existe un consensus sur le fait qu'une transition énergétique fondée sur les énergies renouvelables et les technologies efficaces est le seul moyen de nous donner une chance de limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C d'ici 2050. La vision de l'IRENA, aujourd'hui devenue dominante, est la seule option réaliste pour un monde sans danger pour le climat. »

« La transformation énergétique sera le moteur de la transformation économique », a poursuivi La Camera. « La transition énergétique est une tâche ardue, mais elle peut offrir de nouvelles possibilités sans précédent pour revitaliser les économies et sortir les gens de la pauvreté. La valeur des Perspectives de l'IRENA est unique, dans la mesure où elles décrivent également les cadres politiques et les structures

de financement nécessaires pour évoluer vers une transition juste et inclusive. Il incombera à chaque pays de définir ce qui lui convient le mieux, mais d'un point de vue collectif, nous devons veiller à ce que tous les pays et toutes les régions puissent tirer parti des avantages de la transition énergétique mondiale, en faveur d'un monde résilient et plus équitable. Nous avons le savoir-faire et les outils, il nous reste à agir, et dès maintenant. »

La prochaine décennie sera décisive pour atteindre les Objectifs de développement durable et ceux de l'Accord de Paris. Tout retard nous conduira vers un réchauffement plus poussé, dont les conséquences économiques et humanitaires seront profondes et irréversibles.

L'abandon progressif du charbon et la limitation des investissements dans le pétrole et le gaz afin d'accélérer le déclin, combinés à la mise en œuvre d'une transition gérée et à l'adoption de solutions technologiques, politiques et commerciales appropriées, mettront le système énergétique mondial sur la voie de l'objectif 1,5 °C. Même si d'ici 2050, un total de 33 000 milliards USD d'investissements supplémentaires sera nécessaire dans les domaines de l'efficacité, des énergies renouvelables, de l'électrification finale, des réseaux électriques, de la flexibilité, de l'hydrogène et des innovations, ces coûts seront largement dépassés par les bénéfices obtenus.

Si l'on tient compte des externalités négatives liées à la pollution de l'air, à la santé humaine et au changement climatique, le retour sur investissement est encore plus élevé, chaque dollar dépensé pour la transition énergétique apportant des bénéfices évalués entre 2 et 5,5 USD, ce qui signifie, en valeur cumulée, entre 61 000 milliards et 164 000 milliards USD d'ici le milieu du siècle.

Les Perspectives de l'IRENA voient dans la transition énergétique une grande opportunité commerciale pour de nombreuses parties prenantes, y compris le secteur privé, en déplaçant le financement des capitaux propres vers les capitaux d'emprunt privés. Ces derniers passeront de 44 % en 2019 à 57 % en 2050, soit une augmentation de près de 20 % par rapport aux politiques prévues. Dans les années à venir, il sera plus aisé pour les technologies de transition énergétique d'obtenir un financement par emprunt à long terme abordable. De plus en plus évités par les financiers privés, les actifs liés aux combustibles fossiles seront quant à eux contraints de s'appuyer sur des financements en fonds propres provenant de bénéfices non distribués et de nouvelles émissions d'actions.

Or, le financement public restera essentiel pour assurer une transition énergétique rapide, juste et inclusive, ainsi que pour catalyser le financement privé. En 2019, le secteur public a apporté quelque 450 milliards USD par le biais de capitaux publics et de prêts octroyés par des institutions de financement du développement. Dans le scénario 1,5 °C de l'IRENA, ces investissements vont presque doubler pour atteindre de l'ordre de 780 milliards USD. Le financement par la dette publique sera un important facilitateur pour les autres prêteurs, notamment sur les marchés en développement.

À eux seuls, les marchés ne sont pas capables d'évoluer avec la rapidité suffisante, aussi les décideurs politiques doivent-ils prévoir des incitations et adopter des mesures visant à éliminer les distorsions du marché qui favorisent les combustibles fossiles, ainsi qu'à faciliter les changements nécessaires dans les structures de financement. Parmi ces mesures figurent la suppression progressive des subventions aux combustibles fossiles et la modification des systèmes fiscaux de sorte à refléter les coûts négatifs de ceux-ci sur le plan environnemental, sanitaire et social. Les politiques monétaires et fiscales, y compris en matière de tarification du carbone, amélioreront la compétitivité et uniformiseront les règles du jeu.

Le renforcement de la coopération internationale et un ensemble complet de politiques seront essentiels pour élargir le changement structurel vers des économies et des sociétés résilientes. Faute d'une gestion appropriée, la transition énergétique peut conduire à des résultats inéquitables, un développement à double vitesse et un ralentissement général des progrès réalisés. Des politiques justes et intégrées resteront impératives pour réaliser le plein potentiel de la transition énergétique.

L'analyse politique, financière et socio-économique d'aujourd'hui complète les pistes technologiques décrites précédemment pour un scénario énergétique compatible avec l'objectif 1,5 °C, en fournissant aux décideurs politiques un guide garantissant des résultats optimaux pour la transition. Ces Perspectives, lancées par des leaders du secteur de l'énergie à l'occasion du *Forum mondial de haut niveau sur la transition énergétique* de l'Agence, visent à élever les ambitions du Dialogue de haut niveau sur l'énergie et de la Conférence sur les changements climatiques (COP26) des Nations Unies qui se tiendront dans le courant de l'année.

Lisez l'intégralité des *Perspectives pour les transitions énergétiques mondiales*.

###

### **À propos de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA)**

L'IRENA, principale agence intergouvernementale pour la transformation énergétique mondiale, accompagne les pays dans leur transition vers un futur propulsé par les énergies renouvelables, et constitue à la fois la plate-forme principale pour la coopération internationale, mais aussi un centre d'excellence, et un référentiel en matière de politiques, de technologies, de ressources et de connaissances financières au sujet des énergies renouvelables. Comptant 164 membres (163 États ainsi que l'Union européenne) et 20 pays supplémentaires engagés dans le processus d'adhésion, l'IRENA promeut la large adoption et l'utilisation durable de toutes les formes d'énergies renouvelables dans un objectif de développement durable, d'accès à l'énergie, de sécurité énergétique, de prospérité et de croissance économique à faible émission de carbone.

Nicole Bockstaller, chargée de communication, IRENA, [nbockstaller@irena.org](mailto:nbockstaller@irena.org); +971 2 41 79 951

Suivez l'IRENA sur [www.twitter.com/irena](https://www.twitter.com/irena), [www.facebook.com/irena.org](https://www.facebook.com/irena.org) et [www.linkedin.com/company/irena](https://www.linkedin.com/company/irena)